



Communiqué de presse

EMBARGO 27.5.2021 09h15

Berne, le 27 mai 2021

La crise frappe deux fois plus fort les personnes en situation de pauvreté : une alliance soumet ses revendications pour la lutte contre la pauvreté

26 organisations de personnes concernées et organisations œuvrant dans la prévention et la lutte contre la pauvreté se disent particulièrement préoccupées par les conséquences de la pandémie de coronavirus. Elles soumettent aux responsables politiques des revendications pour la lutte contre la pauvreté et rappellent que la crise actuelle frappe deux fois plus fort les personnes précarisées économiquement.

Les revendications de cette vaste alliance d'organisations comprennent les thèmes centraux suivants : *une existence dans la dignité, la formation comme protection contre la pauvreté et la consolidation du travail social*. En effet, des améliorations concrètes dans ces trois domaines permettraient d'améliorer la participation de toute la population à la vie sociale, culturelle, politique et économique. Mais un changement de paradigme social et politique est aussi nécessaire. Les personnes en situation de pauvreté disposent de connaissances irremplaçables. Ainsi, leur voix et leur expertise sont indispensables pour le développement d'une politique générale visant à prévenir la pauvreté. Les activistes du mouvement ATD Quart Monde soulignent : « Afin de pouvoir vivre dans notre société, nous devons avoir la possibilité d'y apporter nos connaissances, nos savoirs et notre intelligence. »

Une existence dans la dignité

Environ deux tiers des 270'000 bénéficiaires de l'aide sociale en Suisse sont des enfants, des membres de familles monoparentales ou des personnes qui ne peuvent être intégrées sur le premier marché du travail en raison de leur situation. Les femmes sont davantage exposées au risque de pauvreté que les hommes. L'alliance demande que l'aide sociale ne soit pas simplement améliorée ponctuellement, mais qu'elle permette de garantir un minimum vital et une vie dans la dignité pour toutes ces personnes. Pour les responsables du cybercafé Planet13, c'est une évidence : « Il faut s'atteler à combattre la pauvreté plutôt que les personnes touchées par celle-ci. Et l'aidesociale ne doit pas être conçue comme un chemin semé d'embûche, mais comme un droit légitime.»

La formation comme protection contre la pauvreté

Le groupe des 25-64 ans sans diplôme post-obligatoire ou dont les compétences de base sont lacunaires – ce qui concerne près d'un demi-million de personnes – est particulièrement menacé par la pauvreté. Bien que disposant de compétences variées, de nombreuses personnes ne trouvent aucune activité rémunérée voire même sont sanctionnées pour leur initiative personnelle. Il convient donc de créer des possibilités de formation appropriées dans le domaine des compétences de base et de la post-qualification ou de prendre des mesures d'encouragement qui facilitent leur accès aux personnes concernées. Caroline Morel, la responsable du secrétariat national de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière, affirme : « Dans ce domaine, une réorientation fondamentale est nécessaire afin de façonner une économie au service des personnes qui sont le plus fortement exclues du marché du travail ».

La consolidation du travail social

Un soutien digne des personnes en situation de pauvreté dépend du travail de professionnel·le·s bien formé·e·s. Pourtant, trop de dossiers et de mandats, un personnel insuffisant, trop de pression, une importante fluctuation et des conditions de travail incertaines conduisent à l'épuisement du personnel qualifié. Stéphane Beuchat, le co-secrétaire général d'AvenirSocial, l'association professionnelle du travail social, indique : « Les travailleur·euse·s sociaux·ales ont atteint leurs limites. L'étude de la Haute école du travail social FHNW¹ récemment publiée le confirme clairement. Des charges supplémentaires seraient intenable et il est urgent de mettre à disposition davantage de ressources sous la forme de personnel et de moyens financiers. »

Annexe : Prise de position de l'alliance « Échange sur la pauvreté »

Renseignements :

- Ada Marra, Conseillère nationale (PS/VD), 076 383 20 69
- Avji Sirmoglu, Internetcafé Planet13, 079 631 90 32
- Caroline Morel, Œuvre suisse d'entraide ouvrière, 079 208 75 17
- Stéphane Beuchat, AvenirSocial, 079 778 34 12
- Anne-Claire Brand, ATD Quart Monde Suisse, 078 408 60 11

¹ Vgl. Sommerfeld, P., Hess, N., Bühler, S. (2021): Ergebnisbericht des Instituts für Soziale Arbeit und Gesundheit, Fachhochschule Nordwestschweiz, Hochschule für Soziale Arbeit: Soziale Arbeit in der Covid-19 Pandemie - Eine empirische Studie zur Arbeitssituation, Belastung und Gesundheit von Fachpersonen der Sozialen Arbeit in der Schweiz, URL: <https://www.fhnw.ch/plattformen/sozialarbeit/covid19pandemie/ergebnisse/>

Organisations qui soutiennent ce communiqué :

Association de lutte contre les injustices sociales et la précarité | Association JeunesParents | ATD Vierte Welt | AvenirSocial - Association professionnelle suisse du travail social | Fédération Emmaüs Suisse | Fédération suisse Lire et Ecrire | FIAN International Suisse | Fondation Armée du Salut Suisse | humanrights.ch | IG-Sozialhilfe | Internetcafé Planet13 | KABBA «Komitee der Arbeitslosen und Armutsbetroffenen» | Kafi Klick | Kirchliche Gassenarbeit Luzern | Kirchliche Gassenarbeit Bern | Œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO | Parti socialiste suisse | Pastorale du Monde du Travail en Suisse romande | Pro Junior Fribourg Freiburg | Schwarzer Peter | Service Diocésain de la Diaconie du Diocèse de Sion et du Territoire abbatial de Saint-Maurice | Surpise | Travail de rue Bienne - Seeland Jura | Trait d'union | Unabhängige Fachstelle für Sozialhilferecht UFS | verkehrt



Conférence de presse du 27 mai 2021 09h15

La crise frappe deux fois plus fort les personnes en situation de pauvreté : une alliance soumet ses revendications pour la lutte contre la pauvreté

Discours de Ada Marra Conseillère nationale (PS/VD)

** Seules les paroles prononcées font foi **

EMBARGO 27.5.2021 09h15

La pauvreté et les politiques : un phénomène maltraité

En 2019, 8,7% de la population vivaient dans la pauvreté et 12,2% peinaient à joindre les deux bouts. Ces chiffres ne prennent pas en compte l'impact du Covid-19¹. Nous ne le savons que trop bien, la crise du coronavirus n'a fait qu'exacerber la situation de précarités de bien des personnes dans notre pays. Pourtant la pauvreté est un thème qui a été longtemps tabou en Suisse puisque les autorités ne la reconnaissent officiellement qu'en 2010 dans un rapport dédié.

Nous avons eu beaucoup de peine à reconnaître une autre Suisse, loin de l'image de richesse partagée par toutes et tous ses habitants. Ainsi, il a fallu attendre l'année dernière, 2020, pour qu'enfin, après plusieurs refus, les deux chambres au Parlement donnent mandat au Conseil Fédéral de mettre sur pied un monitoring sur la pauvreté. C'est pourtant une évidence car comment combattre un phénomène si on ne le connaît pas.... Si le rapport de 2010 relevait quelques causes (niveau de formation, structure familiale, etc) pas un mot sur les bas salaires par exemple. Ce qui est étonnant lorsque l'on connaît les chiffres des travailleurs pauvres dans notre pays.²

L'alliance ce matin va mettre un focus sur 3 axes : la dignité (aide sociale), la formation comme moyen de lutte et le travail social.

Permettez-moi de m'attarder sur l'aide sociale, qui est en quelque sorte le dernier filet auquel une personne dans le besoin a droit. Je dis bien a DROIT. En effet, celle-ci est trop souvent perçue comme une assistance alors que cela devrait être une assurance. Pourtant, on estime (au moins) à plus de 30% les gens qui renoncent à la réclamer et qui y auraient droit. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène :

- Avec les révisions de la loi sur les étrangers et l'intégration (LEI), les personnes au bénéfice d'un permis B ou C verraient leur permis annulé

¹ Chiffres 2019, OFS

² 155'000 en 2019, chiffres OFS



en cas d'aide sociale prolongée. Cela a évidemment un effet dissuasif avec des conséquences graves : une précarisation encore plus grande pour ces personnes (endettements, surendettements, etc...)

- Les réserves consenties, beaucoup trop petites (!) pour y avoir droit sont à mon sens un facteur de paupérisation et de renoncement. Chaque canton peut adapter le montant des réserves consenties. Pourtant pourquoi attendre que la situation de la personne se dégrade fortement pour pouvoir obtenir cette aide ? Une aide financière avant la catastrophe aiderait bien plus les personnes concernées et éviterait là aussi la spirale de l'endettement et surendettement
- Le remboursement dans certains cas de cette aide
- La stigmatisation sociétale ou politique des personnes ayant droit à l'aide sociale est évidemment un autre paramètre. Les discours sur les abus et la soi-disant fainéantise des personnes concernées est évidemment dissuasive !

Malheureusement ce discours a de vraies incidences puisque plusieurs cantons prévoient des baisses sur le montant du forfait d'entretien. Heureusement ces cantons sont contredits parfois par le peuple comme à Berne en 2019. Ou alors par les tribunaux qui n'acceptent pas la différenciation des montants dans un même canton en fonction du statut des personnes concernées (2021).

De manière générale, la pression sur cette aide doit cesser, c'est pourquoi les revendications formulées ce matin sont un contre-poids important, car portées par les personnes concernées et de nombreuses associations.

Pour conclure j'aimerais dire que les autorités ne doivent pas tomber dans les mauvais calculs : économiser sur les aides est contre-productif et absurde. Et s'il faut tout faire pour que les personnes ne se retrouvent pas dans une situation où elles doivent avoir recours à l'aide sociale, alors il faut investir. Nous allons parler formation ce matin. Permettez-moi de souligner ce qu'a fait mon canton d'origine, Vaud. Elle a décidé que les jeunes sans formation se retrouvant à l'aide sociale « changeraient de filière » et seraient mis dans la filière formation (révision des normes sur les bourses d'études). Et cela fonctionne.

Il faut que la Confédération fasse des recommandations à partir de comportements vertueux des cantons. Et qu'elle cesse de faire l'autruche sur le phénomène et les mesures à prendre pour lutter contre la paupérisation d'une partie pas si petite de sa population, et ce, au nom de la cohésion sociale.

Conférence de presse du 27 mai 2021 09h15

La crise frappe deux fois plus fort les personnes en situation de pauvreté : une alliance soumet ses revendications pour la lutte contre la pauvreté

Discours de Caroline Morel Œuvre suisse d'entraide ouvrière

** Seules les paroles prononcées font foi **

EMBARGO 27.5.2021 09h15

La formation comme protection contre la pauvreté

Les personnes ayant reçu une bonne formation scolaire et possédant des connaissances de base telles que la lecture, l'écriture, le calcul et l'utilisation d'un ordinateur, trouvent du travail. La formation est la clé pour lutter contre la pauvreté. Ou vice versa : si quelqu'un ne possède pas ces compétences, il lui est difficile de trouver une place d'apprentissage ou un emploi et de s'orienter dans le système social suisse.

Le risque de pauvreté est particulièrement élevé pour les personnes sans formation. Environ la moitié des personnes bénéficiant de l'aide sociale n'ont pas de certification professionnelle formelle et une personne sur trois a des difficultés à acquérir des compétences de bases.¹

Cette prise de conscience a notamment conduit la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS)² et la Fédération suisse pour la formation continue (FSEA) à lancer une offensive de formation continue en 2019, à laquelle participent de nombreuses communes et villes. L'éducation et la formation continue devraient et doivent occuper une place plus importante dans le soutien aux bénéficiaires de l'aide sociale.

L'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) met également l'accent sur le renforcement des compétences de base dans toute la Suisse, afin de soutenir les personnes dans leur intégration sociale et professionnelle.

À cause de la crise de coronavirus, la proportion de personnes touchées par la pauvreté a augmenté et leur situation s'est considérablement aggravée. La "poussée de la numérisation" pendant la pandémie a creusé le fossé entre les

¹ Vgl. Fiche d'information 4 du programme national contre la pauvreté: Certification professionnelle pour adultes et encouragement des compétences de base, Plateforme contre la pauvreté, URL: https://www.contre-la-pauvrete.ch/fileadmin/kundendaten/Faktenblaetter_NAP/Faktenblatt_4_Nachholbildung_FR_DEF.pdf

² Vgl. L'offensive de formation continue dans l'aide sociale porte ses fruits, URL: <https://alice.ch/fr/rester-informe/newsroom/detail/loffensive-de-formation-continue-dans-laide-sociale-porte-ses-fruits/>

personnes qui maîtrisent les technologies de l'information et celles qui n'ont pas de connaissances en la matière.

Une étude de l'OSEO Genève montre de manière impressionnante que de nombreux adultes manquent non seulement de connaissances en matière d'utilisation des technologies de l'information et de la communication, mais aussi, plus concrètement, d'un accès aux ordinateurs, aux smartphones, aux tablettes et à Internet.

La hausse du nombre de personnes en situation de pauvreté doit être vigoureusement combattue. De nombreuses personnes ne parviennent pas à trouver un emploi correctement rémunéré qui garantisse leur subsistance, alors qu'elles possèdent des compétences variées. C'est pourquoi une réorientation fondamentale est nécessaire afin de façonner une économie au service de la société et des personnes qui sont les plus exclues du marché du travail.

Concrètement, en plus des efforts existants, l'Alliance des parties concernées et des organisations de prévention contre la pauvreté demande, entre autres, ce qui suit :

- des investissements accrus dans la promotion des compétences et la qualification, par exemple des certifications professionnelles simplifiées pour les adultes ;
- le renforcement et la promotion ciblés des compétences de base, en particulier la capacité à utiliser les technologies de l'information et de la communication ;
- des offres adaptées aux adultes et à bas seuil avec des conditions cadres appropriées, c'est-à-dire adaptées aux groupes cibles, modulaires et en parallèle à une activité professionnelle ;
- le soutien aux jeunes ayant des difficultés d'apprentissage ou d'autres problèmes dans la recherche d'un apprentissage, pendant l'apprentissage et à la fin de l'apprentissage ;
- la création et le développement d'offres à bas seuil de qualification professionnelle en dessous du niveau de la formation professionnelle de base (par exemple, des cours d'aide-soignant) et d'offres de formations pour adultes adaptées aux besoins;
- des conseils professionnels sur les possibilités de formation ainsi qu'un soutien - coaching – dans le processus ;
- l'orientation continue vers les compétences tout au long du processus d'intégration professionnelle ;
- un soutien simple à la formation continue des chômeurs et chômeuses;
- le financement de la formation, compensation de la perte de revenus ;
- la promotion et coordination de la collaboration entre les différent.e.s acteur.rice.s.

Pressekonferenz vom 27. Mai 2021 9:15 Uhr

Die Krise trifft armutsbetroffene Menschen doppelt: Allianz lanciert Forderungen zur Armutsbekämpfung

Redebeitrag von Stéphane Beuchat AvenirSocial, Berufsverband der Sozialen Arbeit

** Es gilt das gesprochene Wort **

SPERRFRIST 27.5.2021 09:15 Uhr

Stärkung der Sozialen Arbeit

Ich spreche zu Ihnen als Co-Geschäftsleiter von AvenirSocial, dem Berufsverband der Sozialen Arbeit. Wir vertreten die Fachpersonen aus der Praxis der Sozialen Arbeit, namentlich die Sozialarbeiter*innen, Sozialpädagog*innen und die Soziokulturellen Animator*innen.

Tagtäglich stehen die Fachpersonen der Sozialen Arbeit vor der herausfordernden Aufgabe, die Ansprüche auf Sozialhilfeleistungen im Kontext des eigenen Professionsverständnisses, der Grundrechte sowie der institutionellen und gesetzgeberischen Vorgaben abzuklären und auszulegen. Obschon es heute die Soziale Arbeit aufgrund der vielschichtigen sozialen Probleme mehr denn je braucht, wird ihre professionelle Position kontinuierlich geschwächt. Aufgrund der kantonalen wie nationalen Spar- und Abbaupläne im Sozialbereich werden der Sozialen Arbeit mit wenigen Ausnahme mehr und mehr die finanziellen Mittel gestrichen und sie erfährt immer mehr Misstrauen gegenüber ihrer Arbeit.

Eine würdevolle Unterstützung von Menschen in Armutssituationen ist auf gut ausgebildete Fachpersonen angewiesen. Jedoch führen zu viele Dossiers und Aufträge, zu wenig Personal, zu viel Druck, eine hohe Fluktuation und unsichere Arbeitsbedingungen zur Erschöpfung des Fachpersonals. Die Fachpersonen der Sozialen Arbeit arbeiten bereits heute am Limit. Dies wird durch die kürzlich publizierte Studie der Hochschule für Soziale Arbeit FHNW schwarz auf weiss bestätigt.¹ Weitere Mehrbelastungen sind nicht tragbar und es braucht dringend mehr Ressourcen in Form von Fachpersonen und finanziellen Mitteln!“

¹ Vgl. Sommerfeld, P., Hess, N., Bühler, S. (2021): Ergebnisbericht des Instituts für Soziale Arbeit und Gesundheit, Fachhochschule Nordwestschweiz, Hochschule für Soziale Arbeit: Soziale Arbeit in der Covid-19 Pandemie - Eine empirische Studie zur Arbeitssituation, Belastung und Gesundheit von Fachpersonen der Sozialen Arbeit in der Schweiz, URL: <https://www.fhnw.ch/plattformen/sozialarbeitcovid19pandemie/ergebnisse/>

Wir fordern deshalb im Bereich der Stärkung der Sozialen Arbeit u.a.:

- Die Bereitstellung genügend finanzieller Ressourcen, die es ermöglicht, eine an berufsethischen Standards orientierte Soziale Arbeit zu erbringen.
- Die Anstellung von ausgebildeten Fachpersonen der Sozialen Arbeit. Der hohe Anteil von in der Sozialen Arbeit tätigen Personen ohne entsprechenden Abschluss ist ein Skandal, der weder Auftraggebenden noch Adressat*innen nützt, sondern allen schadet. Wir fordern, dass alle in der Sozialen Arbeit angestellten Personen über eine entsprechende Ausbildung verfügen, unabhängig auf welcher Stufe.
- Staatliche Aufgaben im Bereich der Sozialen Arbeit zu «outsourcen», um Spareffekte durch Privatisierung zu erreichen, ist zu bekämpfen.
- In der Sozialhilfe ist die maximale Falllast auf 60 Fälle pro Fachperson bei 100% festzusetzen und ist in Abhängigkeit folgender Kriterien festzulegen:
 - Die Komplexität der Fälle muss berücksichtigt werden;
 - Als oberstes Ziel ist stets die grösstmögliche Autonomie der Adressat*innen anzustreben;
 - Um langfristige und tragfähige Lösungen zu erreichen, ist genügend Zeit für die beratende Tätigkeit zur Verfügung zu stellen.

Conférence de presse du 27 mai 2021 09h15

La crise frappe deux fois plus fort les personnes en situation de pauvreté : une alliance soumet ses revendications pour la lutte contre la pauvreté

Discours de Alain Meylan Militant ATD Quart Monde

** Seules les paroles prononcées font foi **

EMBARGO 27.5.2021 09h15

Je vous remercie de l'invitation à cette conférence de presse. Pendant cette année complètement bousculée par la crise du Covid19, on s'est réuni plusieurs fois ici à Berne pour évaluer les conséquences de cette crise pour les personnes en situation de pauvreté. J'y ai participé et je participe encore.

Aujourd'hui, je me fais le porte parole des personnes qui souffrent que leurs connaissances et leur savoir d'expériences ne sont pas assez considérés quand on cherche les changements à faire dans la politique et la société.

Il est bien clair qu'une personne qui retrouve la dignité, comme il a été dit avant sur le sujet des moyens d'existence, que cette personne aura plus facilement accès à une vraie formation qui doit être un droit accessible à tous.

J'ai bien entendu aussi le souci des travailleurs sociaux d'avoir plus de moyens et moins de pression pour exercer au mieux leur profession et c'est juste. Par contre qu'est-ce qui va garantir, en parlant de consolidation du travail social, qu'il y aura un réel changement pour les personnes vivant la pauvreté ?

Tu peux mettre tout le personnel et tous les moyens financiers mais si cette consolidation n'est pas modelée par toutes les parties concernées par la pauvreté et aussi en priorité par celles et ceux qui la vivent, qu'est-ce qui va réellement changer ?

Qu'est-ce qui va permettre de rompre le silence sur ces situations d'injustice, de violence qui touchent les personnes vivant la pauvreté depuis des générations ? Il y a eu l'action du Gouvernement en 2013 qui a reconnu les mesures de coercition à des fins d'assistance faites au siècle passé. C'est là déjà qu'on a pu parler, consulter nos dossiers. Avant on ne nous écoutait pas, on ne nous croyait pas. Enfants placés, on a été dans un isolement total, Il y a eu plusieurs enfants dans ma région, placés, à vivre comme moi et je ne le savais pas. Il y a eu une omerta qui s'est faite jusqu'à ces dernières années où il ne fallait pas causer, on ne nous croyait pas.

Alors aujourd'hui, rien ne garantit qu'avec plus de temps, moins de dossiers, le fond va changer.

Il ne s'agit pas de continuer à imposer mais de faire avec et pas pour.

Est-ce que ce renforcement du travail social va chercher à solidifier cette base, à ce qu'elle sorte de l'isolement ?

Est-ce que cela va changer la manière de regarder la personne qui vit dans la pauvreté, de la considérer comme personne ayant une histoire et une expérience à faire valoir.

Est-ce que celui qui a fait des études, une formation, gardera un regard hautain, avec des mots que seulement les professionnels comprennent ?

Est-ce que les personnes dépendantes de ces services resteront en situation d'infériorité, de faiblesse, parce que souvent seules face à plusieurs intervenants, et mal considérées ?

Actuellement le Mouvement ATD Quart Monde travaille sur un outil qu'on appelle le « Croisement des savoirs ». C'est la première fois que je vois un projet où toutes les parties sont là. Il y a ceux qui ont le vécu de la pauvreté, il y a les scientifiques, il y a les professionnels.

Dès le départ de la recherche et jusqu'au bout, il s'agit de comprendre ensemble et chercher comment changer cette situation de rapport entre les institutions et les personnes vivant la pauvreté pour que nous arrivons à être réellement reconnues et soutenues comme des êtres humains à part égale, avec tout notre savoir et notre intelligence.

Je participe à cette recherche qui est sur une durée de 3 ans. Pour moi elle est importante. Avec un tel outil, on bâtit sur des fondations solides, parce qu'il y a un vrai travail d'équipe où tout le monde se donne la peine et le temps de travailler et chercher ensemble, avec comme base l'expérience et le savoir de chacune et chacun.

Cette recherche, c'est aussi l'occasion d'aller parler à des étudiants qui deviendront des travailleurs sociaux ou d'autres intervenants. Je pense que c'est important parce que ces étudiants doivent savoir et ressentir ce qu'est la vie et le courage des personnes qui vivent dans la pauvreté et qui souffrent de ne pas se sentir respectés ni soutenus dans leur combat quotidien. Cela doit faire partie de leur processus d'apprentissage et de formation. Il s'agit d'une co-formation : se former mutuellement et ensemble.

Alors l'avenir changera et nous aurons la sensation d'être utiles, de participer à un avenir meilleur pour tout le monde ! Cela est un énorme honneur. J'ai vraiment l'impression d'exister.

C'est comme peindre un tableau : au début tu ne sais pas trop mais après tu le vis, tu en es imprégné.

Je vous remercie.